



**DIRECTION INTERREGIONALE DES SERVICES PENITENTIAIRES
CENTRE-EST-DIJON**

72 A rue d'Auxonne - 21033 Dijon Cedex

**MISE AUX NORMES ACCESSIBILITÉ DES
PERSONNES HANDICAPÉES**

CENTRE PÉNITENCIER DE JOUX-LA-VILLE
89440 - JOUX-LA-VILLE

D . C . E



UBIK ARCHITECTURES - Architectes DPLG - mandataire phase étude
38 rue Paul Bert - BP01- 89270 - Vermenton
Tél. : 03.86.81.55.54 - Email : accueil@ubik-architectures.com

LOT N° 06 - PLATEFORME ÉLÉVATRICE PMR

1. GÉNÉRALITÉ	3
1.1. DESCRIPTION DU PROJET	3
1.2. LOCALISATION DES OUVRAGES	3
1.3. RECONNAISSANCE DES LIEUX	3
1.4. CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU PRÉSENT LOT	3
1.5. LIMITE DES PRESTATIONS	4
1.6. DOCUMENTS TECHNIQUES	4
1.7. CONDITIONS D'EXECUTION DES OUVRAGES	5
1.8. SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES	5
1.8.1. CONNAISSANCE DES LIEUX	5
1.8.2. ÉTAT DU TERRAIN	5
1.8.3. DROIT DES TIERS	6
1.8.4. SUJÉTIONS D'EXÉCUTION	6
1.8.5. PROTECTION PENDANT LA DURÉE DES TRAVAUX	6
1.8.6. RESPONSABILITÉ POUR VOLS ET DÉGRADATIONS	6
1.8.7. ÉMISSIONS DANS L'AIR INTÉRIEUR	6
1.8.8. COTES	6
1.8.9. COORDINATION DES TRAVAUX	6
1.8.10. ÉCHANTILLONS ET PROTOTYPES	6
1.9. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION	7
1.9.1. INSTALLATIONS SPÉCIFIQUES DU PRÉSENT LOT	7
1.9.2. EXÉCUTION DES TRAVAUX	7
1.9.3. COORDINATION DES TRAVAUX	7
1.9.4. ÉCHANTILLONS, TEINTES ET NUANCES	7
1.9.5. PLANS DE RÉSERVATIONS	7
1.9.6. PLANS D'INSTALLATION	7
1.9.7. ISOLATION ACOUSTIQUE	7
1.9.8. MISE EN ŒUVRE DES ÉQUIPEMENTS	8
1.10. ESSAIS - CONTRÔLES - GARANTIES	8
1.10.1. ESSAIS - CONTRÔLES	8
1.10.2. DOSSIER TECHNIQUE	8
1.10.3. CONTRÔLE TECHNIQUE	9
1.10.4. GARANTIES	9
1.10.5. GARANTIE PARFAIT ACHÈVEMENT	9
1.11. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES AU CHANTIER	9
1.11.1. CONDITIONS D'ACCÈS ET D'INTERVENTION	9
1.11.2. PHASAGE - COORDINATION DES TRAVAUX	9
1.11.3. DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES	9
1.11.4. CONTRAT D'ENTRETIEN	9
1.12. NETTOYAGE	10
2. DESCRIPTION DES TRAVAUX	11
2.1. OBLIGATIONS DU CANDIDAT	11
2.2. ASCENSEUR	11
2.3. PLATEFORME ÉLÉVATRICE PMR	11
2.3.1. RENSEIGNEMENT GÉNÉRAUX	11
2.3.2. PLATEFORME	11
2.3.3. SYSTÈME D'ENTRAÎNEMENT ET STRUCTURE	11
2.3.4. RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE	12
2.3.5. LIAISONS ÉLECTRIQUES	12
2.4. ESSAIS, MISE EN SERVICE, RÉCEPTION, GARANTIE, ENTRETIEN	12
2.5. NETTOYAGE - ÉVACUATION DES GRAVOIS - DÉCHETS ET MATÉRIAUX	12

1. GÉNÉRALITÉ

1.1. DESCRIPTION DU PROJET

Les travaux du présent lot concernent la réalisation des travaux de **PLATEFORME ÉLEVATRICE PMR**, dans le cadre de la **mise aux normes accessibilités des personnes handicapées des bâtiments de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires Centre-Est-Dijon (DISP)**. L'opération concerne le **centre pénitencier de Joux-la-Ville**.

Les travaux seront divisés en 6 lots, définis ci-après :

Lot 01	Démolition - Maçonnerie
Lot 02	Serrurerie
Lot 03	Plâtrerie – Revêtement de mur et sol – Peinture
Lot 04	Électricité
Lot 05	Plomberie - Sanitaire
Lot 06	Plateforme élévatrice PMR

1.2. LOCALISATION DES OUVRAGES

Le présent projet concerne la mise aux normes accessibilités des personnes handicapées du centre pénitencier de Joux-la-Ville.

Le projet a été établi selon les plans architecte d'UBIK ARCHITECTURES.

La localisation des ouvrages résulte de l'ensemble des plans, plans généraux, coupes et détails divers, définissant les emplacements, cotes et dimensions des ouvrages à prévoir dans le prix global et forfaitaire.

1.3. RECONNAISSANCE DES LIEUX

Avant toute remise de prix, l'entrepreneur sera tenu de se rendre sur place afin de se rendre compte des moyens d'accès, de la disposition des lieux et des sujétions d'exécution, définies par les pièces générales.

L'entrepreneur devra également prendre tous les contacts et demander tous les renseignements nécessaires à la détermination de son offre et à l'exécution de ses travaux.

Un certificat de visite sera obligatoire lors de l'appel d'offre. En cas d'absence de ce certificat dans l'une des enveloppes de l'entreprise, celle-ci pourrait être éliminée par décision de la commission lors de l'analyse.

Le certificat de visite sera délivré par l'établissement.

L'entrepreneur prendra en compte dans son offre que les travaux se dérouleront dans un centre pénitencier. Le temps d'intervention pourrait être modifié suivant les modalités d'accès et d'intervention aux zones comportant des travaux.

De ce fait, l'entrepreneur ne pourra en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché.

1.4. CONDITIONS PARTICULIÈRES RELATIVES AU PRÉSENT LOT

L'entrepreneur du présent lot devra prendre connaissance des prescriptions particulières énoncées dans l'ensemble des pièces et documents du marché et en particulier :

- Le C.C.A.P.
- Le C.C.T.P. général T.C.E. - Préambule tous corps d'état.
- Les C.C.T.P. de tous les corps d'état.
- Les plans architectes et les plans techniques.
- Les rapports amiante avant travaux.
- Le planning prévisionnel.

L'entrepreneur est censé connaître les prestations des autres corps d'état et devra implicitement l'ensemble des travaux décrits ou non nécessaires à la parfaite exécution des ouvrages et à leur complet achèvement. En particulier le coût des sujétions d'exécution exprimées dans les prescriptions générales et ci-après ne donnant pas lieu à règlement particulier est réputé inclus dans le montant forfaitaire des travaux.

La localisation des ouvrages résulte de l'ensemble des plans, plans généraux, coupes et détails divers, établis par le maître d'œuvre et par les bureaux d'études techniques en fonction des contraintes liées à la configuration des locaux, ainsi que par les directives et consignes particulières du maître d'ouvrage, du bureau de contrôle et du coordinateur SPS.

Le présent CCTP complète ceux-ci pour ce qui concerne la nature des matériaux et leur mise en œuvre.

Les travaux du présent lot comprennent en particulier :

- La reconnaissance des lieux et des ouvrages et le constat d'huissier.
- Les travaux généraux tels que les plans techniques, de réservations, de montage et de chantier.

- Les études d'exécution.
- La mise en conformité de l'ascenseur.
- La fourniture et pose de 4 plateformes élévatrices.

Toutes les sujétions inhérentes à la prestation de l'entrepreneur, tel que défini au CCAP, au CCTP et au P.G.C.S.P.S.

1.5. LIMITE DES PRESTATIONS

D'une manière générale, l'entreprise devra la totalité des travaux nécessités par les principes énoncés pour obtenir les résultats prévus au présent descriptif.

Si, au cours de son chiffrage, l'entreprise constate un manque de prestations, elle devra l'ajouter dans son devis quantitatif et le préciser dans son offre, mais en aucune manière, elle ne pourra se préjuger d'un manque d'information.

Les limites des prestations du présent lot concernent l'ensemble des installations d'**ASCENSEUR ET DE PLATEFORME ÉLÉVATRICE**, depuis leur origine jusqu'à la mise en œuvre des appareillages.

Sont également à la charge de l'entreprise du présent lot :

- Les plans de réservation (perçements, massifs, etc.) et toutes les informations nécessaires aux autres corps d'état pour une parfaite exécution des travaux des autres lots désignés dans le tableau figurant ci-après.
- Le rebouchage des réservations concernant les passages entre les différents locaux, y compris le rebouchage coupe-feu (Tenue au feu : MO) en cas de traversées des parois coupe-feu, et l'isolation phonique.
- Tous les percements de dalle, de planchers et de parois nécessaires au passage des canalisations non demandés préalablement au titre des réservations.
- Les études et les plans de fabrication.
- Le transport, déchargement, stockage et manutention de tous les matériels sur le chantier, y compris les sujétions de grutage des gros matériels jusqu'en toiture.
- La protection des matériels pour éviter toute détérioration par les autres corps d'état au cours des travaux.
- La mise en œuvre de l'intégralité des fournitures, ainsi que l'exécution des travaux divers et décrits précédemment.
- Toutes les matières consommables nécessaires à la mise en œuvre des fournitures et à la période de 2 mois de fonctionnement des installations à l'exception de l'eau et de l'électricité.
- Les modifications pour mise en conformité avec les conditions imposées.
- Les réglages, essais et mises au point des installations.
- L'assistance à la réception des installations.
- Les travaux nécessaires pour la levée des réserves de réception.
- La formation du personnel d'exploitation des installations.
- Le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.).
- Les documents nécessaires pour la réception et la qualification des installations.

D'une manière générale, est prévu tout ce qui est nécessaire à la bonne marche des installations ; et l'intégralité des fournitures et de la main d'œuvre, y compris toutes sujétions de pose, transport et stockage pour l'entière réalisation des travaux spécifiés ci-après.

1.6. DOCUMENTS TECHNIQUES

L'ensemble des travaux du présent lot sera réalisé de façon à satisfaire aux normes et règlements en vigueur.

Les travaux seront prévus et exécutés selon les règles de l'art et suivant les prescriptions des documents techniques : D.T.U., normes N.F., avis techniques, textes et règlements officiels en vigueur à la date de l'exécution des travaux (liste non limitative) :

- Cahier des charges des Documents Techniques Unifiés

D.T.U. n° 75.

▪ Normes Françaises Homologuées (A.F.N.O.R.)

NF P 82.201 Règles générales de construction et d'installation et additifs.
NF EN 81 Partie 1 Règles de sécurité pour l'installation des ascenseurs électriques.
NF EN 81.70 qui assure la conformité aux exigences d'accessibilité.
NF P 82.222 Appareils élévateurs verticaux pour personnes à mobilité réduite.
NF P 82.207 Dispositif d'appel prioritaire.
NF ISO 4190/5 Dispositif de commande, signalisation et ascenseurs.
NF P 82.240 et 82.242 Interprétation des règles ci-avant.
NF C 15.100 Installation électrique.
NF D 82-244.

▪ Documents divers

Directive Européenne 98/16/CE.
Directive Européenne 98/37/CE (machine).
Directive Européenne 89/336/CE (compatibilité électromagnétique).
Certification CE SAQ-M534-99.

▪ Recommandations professionnelles

Avis techniques du CSTB.
Règlement de sécurité relatif aux établissements recevant du public ERP.
Arrêtés et règlements relatifs à l'isolation acoustique.

Nota : La liste des documents ci-avant n'est pas limitative. Elle inclut implicitement tous documents d'ordre réglementaire applicables aux travaux du présent lot.

1.7. CONDITIONS D'EXECUTION DES OUVRAGES

Les travaux seront exécutés dans le respect des règles de l'Art.
Les matériaux et matériels employés seront conformes aux normes, D.T.U. et avis techniques, ils seront d'origine et provenance notoirement connues et justifiées par l'entrepreneur.
Toutes les parties métalliques (à l'exception des équipements et accessoires finis d'usine) recevront avant la pose un traitement anticorrosion par application d'une couche d'antirouille ou par galvanisation à chaud 60 microns.

1.8. SPÉCIFICATIONS GÉNÉRALES

1.8.1. CONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé par le fait d'avoir remis un acte d'engagement :

- S'être rendu sur les lieux ou doivent être réalisés les travaux.
- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de ces lieux et des conditions générales et particulières qui lui sont attachées.
- Avoir pris connaissance des conditions particulières d'exécution.
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage de matériaux...
- Avoir pris connaissance des sujétions et conditions particulières d'exécution des travaux pour respect de la réglementation.
- Connaître les disponibilités en eau, énergie électrique, etc.

En résumé, l'entrepreneur est réputé avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant en quelque manière que ce soit avoir une influence sur l'exécution et les délais ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

L'entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

1.8.2. ÉTAT DU TERRAIN

L'entrepreneur devra prendre possession des terrains et des bâtiments dans l'état où ils se trouvent, étant entendu qu'il l'a examiné avant de remettre son offre et aura fait, le cas échéant, toutes les réserves qu'il aura jugé utile.

1.8.3. DROIT DES TIERS

L'entrepreneur doit vérifier avant de commencer ses travaux, qu'il n'est pas susceptible de causer un préjudice à un tiers (abus de droit, transgression de servitude, etc.).

Il devra toutes les protections nécessaires et devra réparation intégrale de tous dommages.

L'entrepreneur veillera à la possibilité de bon usage des installations voisines pendant ses travaux.

1.8.4. SUJÉTIONS D'EXÉCUTION

L'entreprise devra prévoir dans son offre toutes les incidences dues aux conditions particulières d'exécution.

L'entreprise adjudicataire du présent lot est tenue de s'assurer du parfait achèvement de ses installations sachant que le présent devis descriptif n'est en rien limitatif et ne peut déroger d'aucune manière aux règles de l'art, et que l'entreprise est, de par sa qualification apte à palier toutes les erreurs ou omissions.

De ce fait, elle ne pourra prétendre à aucun règlement en plus-value, ni se dérober devant l'obligation de conformité de ses installations.

Par ailleurs, si préalablement à l'exécution et en cours de montage des modifications d'ordre secondaire inhérentes à tout chantier s'avèrent nécessaires, l'entreprise ne saurait, de ce fait, demander une quelconque plus-value.

Les travaux seront exécutés conformément aux dispositions du présent devis descriptif sans limitation, ni restriction.

1.8.5. PROTECTION PENDANT LA DURÉE DES TRAVAUX

L'entreprise devra assurer pendant la durée des travaux, la protection de ses ouvrages par tous les dispositifs efficaces de son choix et en assurer l'enlèvement préalablement à la livraison des bâtiments.

L'entrepreneur sera responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception des travaux. Il prendra donc toutes dispositions pour assurer leur protection d'une manière efficace et durable.

1.8.6. RESPONSABILITÉ POUR VOLS ET DÉGRADATIONS

Il est ici formellement stipulé que l'entrepreneur demeurera entièrement responsable de ses approvisionnements et de ses ouvrages jusqu'au jour de la réception des travaux, qu'il s'agisse de vols, détournements ou dégradations.

En cas de détérioration ou de vol (ouvrages posés ou non), l'entrepreneur devra le remplacement immédiat des ouvrages, sans qu'il ne puisse en aucun cas revenir sur le caractère forfaitaire de son marché.

1.8.7. ÉMISSIONS DANS L'AIR INTÉRIEUR

Depuis le 1er janvier 2012, les nouveaux produits de construction et de décoration mis à disposition sur le marché doivent être munis d'une étiquette qui indique le niveau d'émission du produit en polluants volatils, par une classe allant de A+ (très faibles émissions) à C (fortes émissions).

Cette obligation s'applique à compter du 1er septembre 2013 pour les produits déjà sur le marché.

Dans le cadre de la présente opération l'ensemble des matériaux employés devront être classés A+ ou à défaut s'ils n'existent pas en A+, ils seront à minima classés A.

1.8.8. COTES

Toutes les cotes seront vérifiées sur place avant exécution des travaux ou données avec précisions sous la responsabilité de l'entreprise concernée.

1.8.9. COORDINATION DES TRAVAUX

L'entreprise devra prévoir toutes les sujétions et incidences liées au phasage et à la coordination des travaux en fonction du planning et des directives du maître d'œuvre.

L'entrepreneur devra prendre tous les contacts nécessaires avec les entreprises des autres lots, pour la bonne exécution des ouvrages.

Cette coordination devra s'effectuer de façon assidue, toutes les dispositions devant être prises afin de ne pas occasionner de retard au calendrier d'exécution.

1.8.10. ÉCHANTILLONS ET PROTOTYPES

L'entreprise devra présenter tous les échantillons demandés par le maître d'œuvre.

Les échantillons seront exécutés sur des surfaces significatives, sur présentoir ou sur place dans les conditions réelles d'exécution.

L'entrepreneur devra l'exécution de tous les échantillons demandés par le maître d'œuvre jusqu'à l'obtention de l'agrément.

L'exécution des opérations définitives ne pourra se faire qu'après l'agrément du maître d'œuvre.

1.9. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES D'EXÉCUTION

1.9.1. INSTALLATIONS SPÉCIFIQUES DU PRÉSENT LOT

L'entreprise aura à sa charge toutes les installations de chantier spécifiques, à l'exécution des travaux du présent lot.

En fin de travaux, l'entreprise devra prévoir le démontage et la démolition de ses installations particulières, compris évacuation et remise en état du terrain.

1.9.2. EXÉCUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront exécutés suivant les règles de l'art de bâtir, conformément aux règlements et décrets en vigueur, notamment aux documents techniques unifiés, aux normes françaises, etc.

Indépendamment de leur conformité avec les prescriptions de normes et documents techniques susvisés, les matériaux, matériels et appareils qui seront employés ou fournis pour la réalisation des travaux seront toujours neufs et de la meilleure qualité, dans l'espèce indiquée.

Les entrepreneurs procéderont dans les plus brefs délais à l'étude approfondie du projet remis par le maître d'œuvre afin de lui signaler toutes les observations utiles, pour la remise au point définitive de ce projet.

L'entreprise devra tenir compte de toutes les spécifications particulières d'exécution demandées par le maître d'œuvre et le bureau de contrôle.

Tous les travaux seront toujours réputés compris toutes sujétions, tels qu'échafaudages, moyens de levage ou de protection, accessoires de pose, mains d'œuvre, étanchéité, finitions, garantie, nettoyages et enlèvement des gravats et déchets aux décharges publiques, etc.

1.9.3. COORDINATION DES TRAVAUX

L'entreprise devra prévoir toutes les sujétions et incidences liées au phasage et à la coordination des travaux en fonction du planning et des directives du maître d'œuvre, de l'O.P.C. et du coordinateur S.P.S.

Une coordination devra être assurée en temps utile avec les corps d'états intéressés, afin que les travaux de ces corps d'état soient exécutés dans leur ordre normal en fonction du planning contractuel sans aucune gêne pour les autres entreprises.

Enfin, avant tout commencement d'exécution de ses travaux, l'entrepreneur devra procéder à un examen définitif des supports et vérifier que leur planéité lui permet d'entreprendre sans réserve ses travaux.

L'entrepreneur devra prendre tous les contacts nécessaires avec les entreprises des autres lots.

1.9.4. ÉCHANTILLONS, TEINTES ET NUANCES

Préalablement à l'exécution, les échantillons des ouvrages d'ascenseur et plates-formes élévatrices figurant au présent lot seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre, seul juge du choix des équipements, finitions intérieures, teintes et nuances dans la limite des gammes du fabricant.

L'entrepreneur adjudicataire du présent lot devra remettre au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, les fiches et notices détaillées du matériel et des équipements proposés avec échantillons et palettes de coloris pour choix. L'exécution des opérations définitives ne pourra se faire qu'après l'agrément du maître d'œuvre.

1.9.5. PLANS DE RÉSERVATIONS

L'entrepreneur du présent lot est tenu de fournir dans les délais fixés au CCAP les dessins détaillés et cotes précisant l'emplacement et les dimensions de tous les trous, et percements dans le béton armé et le gros œuvre dont il aura besoin.

En cas de carence de sa part à ce sujet, les trous et percements seraient effectués par le Gros œuvre mais aux frais de l'entreprise défaillante.

1.9.6. PLANS D'INSTALLATION

Avant toute mise en fabrication, l'entrepreneur devra soumettre à l'approbation du maître d'œuvre et du bureau de contrôle, ses plans d'installation avec indications des efforts exercés sur le bâtiment par les divers organes et le point d'application de chacun d'eux.

Ces plans devront être complétés par tous les renseignements et détails nécessaires à la construction et l'aménagement des ouvrages n'étant pas prévus à la charge du présent lot, suivant spécifications du présent CCTP.

1.9.7. ISOLATION ACOUSTIQUE

La constitution et la mise en œuvre de l'appareil et équipements devront être prévues de manière à répondre à la réglementation acoustique et aux prescriptions particulières liées à l'affectation des locaux.

L'armoire électrique contenant les contacteurs nécessaires au fonctionnement de l'appareil devra être fixée sur la paroi non séparative du local avec interposition de plots antivibratoires.

L'installateur prendra toutes les dispositions nécessaires pour obtenir une parfaite insonorisation de ses installations notamment en ce qui concerne :

- Le scellement des guides.
- Les dispositifs de verrouillage des portes et portillons.
- Les armoires de contact qui seront le plus rigoureusement étanches à la poussière.
- Les bâtis et tous les équipements isolés.

1.9.8. MISE EN ŒUVRE DES ÉQUIPEMENTS

Le titulaire du présent lot devra la mise en œuvre complète de ses installations dans les réservations en attente laissées par les entreprises de Gros œuvre et Plâtrerie, (sous réserve que le titulaire du présent lot fournisse en temps utile les plans de ses propres besoins).

Il est précisé que l'entreprise adjudicataire devra faire son affaire de la gaine et réservations mise à disposition, aucune modification dimensionnelle n'étant admise. Elle devra se conformer aux plans joints au dossier d'appel d'offres.

Toutes les dispositions devront être prises par la présente entreprise pendant les mises en œuvre et au cours des essais pour assurer la sécurité du chantier pour l'ensemble du personnel travaillant ou transitant à proximité de la gaine.

Les portes palières de l'ascenseur seront insérées dans des panneaux de façades métalliques qui seront livrés en inox ou avec finition prête à peindre.

Les portillons des plates-formes élévatrices seront remplis en tôle d'acier avec une peinture d'impression ou en verre Stadip.

Les calfeutrements et les couvre-joints entre les panneaux et la maçonnerie seront entièrement à la charge de la présente entreprise. De même, les calfeutrements et les couvre-joints entre les ouvrages des plates-formes élévatrices et la maçonnerie ou plâtrerie seront entièrement à la charge de la présente entreprise.

Les bruits d'équipements collectifs, en particulier de l'ascenseur, seront inférieurs à 30 dB (A) dans les pièces principales. Les équipements et leur mise en œuvre seront déterminés pour obtenir ce résultat, l'entreprise devra au titre de son marché toutes les prestations nécessaires telles que :

Les supports anti-vibratiles châssis du moteur, armoire de manœuvre, isolation des bruits de fonctionnement des portes palières, insonorisation de la cabine, etc.

La fixation des ouvrages d'ascenseur dans les parois se fera dans la maçonnerie lourde (agglos pleins, béton, etc.).

La fixation des ouvrages de plates-formes élévatrices s'effectuera dans la maçonnerie en béton et dans la plâtrerie. Incorporation de tous les renforts nécessaires à la charge du présent lot.

1.10. ESSAIS - CONTRÔLES - GARANTIES

1.10.1. ESSAIS - CONTRÔLES

Avant la mise en service, les installations seront contrôlées et testées afin d'obtenir les caractéristiques techniques recherchées et d'assurer leur conformité réglementaire. Les frais correspondant à ces essais seront à la charge de l'entrepreneur adjudicataire du présent lot, qui ne pourra réfuter, ni l'importance, ni la répétition des contrôles.

Les essais et vérifications de fonctionnement des installations seront au minimum ceux figurant dans le document technique COPREC n°1 (publié dans le Moniteur du 17/12/1982, supplément spécial 82-51 bis).

Les résultats seront transcrits sur des procès verbaux établis suivant les modèles figurant dans le document technique COPREC n°2 et communiqués aux maître d'œuvre et bureau de contrôle.

1.10.2. DOSSIER TECHNIQUE

Après achèvement des travaux, en complément du dossier complet des ouvrages exécutés pour constitution du DOE et DIUO, l'entrepreneur adjudicataire du présent lot est tenu de fournir, en quatre exemplaires, un dossier technique comportant :

- Conformité au document COPREC.
- Contrôle des alarmes.
- Les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien des divers appareillages, et particulièrement pour la sécurité des biens et personnes.
- 1 Devis descriptif et quantitatif détaillé par poste de son projet initial retenu comportant, la marque, le type et caractéristiques techniques des différents appareillages utilisés.
- 1 notice explicative et quantitative mentionnant le détail des modifications apportées au projet initial au cours des travaux et consécutives à des difficultés de chantier ou demandées par l'administration ou le maître d'œuvre par ordre de service.
- 1 jeu de plans d'implantation par niveau et schémas de principes de l'installation telle qu'elle a été réalisée.
- Sur les schémas devront apparaître les différents organes de manœuvre.

- Ce dernier dossier devra comporter les contre-calques de plans et schémas de l'installation, réalisé et des documents techniques.

Nota : Préalablement à la visite d'examen technique de l'installation, les consignes et instructions utiles pour la conduite et l'entretien de l'installation, ainsi que le schéma unifilaire des installations, devront être obligatoirement affichés sous tableaux verres ou plastifiés.

1.10.3. CONTRÔLE TECHNIQUE

L'entreprise devra prévoir toutes les prestations et équipements nécessaires pour permettre le contrôle technique des installations par le bureau de contrôle et en particulier :

- Présence d'une personne qualifiée.
- Charges nécessaires aux essais.
- Fusibles de rechange.
- Dispositifs de sécurité.
- Les frais de vacations du bureau de contrôle dans le cas de réserves pour vérification ultérieure.

1.10.4. GARANTIES

La garantie des matériaux par le fabricant sera de 10 ans, sauf spécifications contraires du fabricant, précisées par l'entrepreneur qui devra déposer avec sa proposition, une lettre de réserve indiquant la garantie maximale du fabricant, faute de quoi toute garantie lui sera imposée.

1.10.5. GARANTIE PARFAIT ACHÈVEMENT

L'entrepreneur sera tenu d'entretenir ses installations en bon état de fonctionnement pendant la période comprise entre l'achèvement des travaux et la fin du délai de garantie contractuelle (ce dernier délai est de 1 an à compter de la date de réception des travaux).

Pendant ce délai de 1 an de garantie de bon fonctionnement, l'entrepreneur adjudicataire du présent lot devra remplacer à ses frais toutes pièces qui viendraient à manquer, par vice de construction ou de montage, défaut de matière, usure normale, sauf le cas d'usage défectueux.

S'il survient pendant le délai de garantie contractuelle, un préjudice dont la réparation incombe à l'entrepreneur, un procès-verbal circonstancié sera dressé et notifié. Si l'entrepreneur négligeait de faire la réparation dans le délai fixé par le maître d'œuvre, l'avarie serait réparée d'office à ses frais.

Le délai de garantie contractuelle sera prolongé pour les organes importants réparés ou pour ceux qui en dépendent, d'une durée qui sera déterminée par l'administration, sans pouvoir dépasser six mois.

En résumé, tout désordre, dégâts, mal fonctionnement, réglages, etc. seront repris pendant la période de garantie de parfait achèvement après la réception des travaux.

1.11. PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES AU CHANTIER

1.11.1. CONDITIONS D'ACCÈS ET D'INTERVENTION

L'entreprise devra tenir compte des conditions d'accès et d'intervention particulières définies par le CCAP et le PGC établi par le coordinateur SPS.

Les conditions d'accès, protections collectives seront prévues suivant les spécifications du coordonnateur SPS.

L'entreprise devra prévoir en complément tous les dispositifs particuliers de protection et de sécurité liés à son intervention et à ses travaux.

1.11.2. PHASAGE - COORDINATION DES TRAVAUX

L'entreprise devra prévoir toutes les sujétions et incidences liées à la coordination des travaux en fonction du planning et des directives du maître d'œuvre et du coordonnateur SPS.

1.11.3. DOCUMENTS COMPLÉMENTAIRES

Lors de la remise de leurs offres, les entreprises devront obligatoirement remettre à l'appui de leur proposition :

- Les fiches techniques des matériels proposés.
- Les délais de fabrication, livraison et montage.
- Les conditions d'entretien et référence du service après vente.

1.11.4. CONTRAT D'ENTRETIEN

Les entreprises indiqueront obligatoirement en complément de leur soumission de prix, les montants annuels pour des contrats d'entretien simple d'une part et contrats d'entretien complet de l'autre, en les assortissant de la formule de révision de prix correspondante.

Les prestations prévues dans chacun de ces contrats seront détaillées.

Dans tous les cas, elles mentionneront le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du service local qui sera chargé de l'entretien des installations ;

Il est rappelé que ces contrats ne prendront effet, qu'une année après la réception.

Nota : L'installateur devra obligatoirement avoir une représentation de service après vente dans la région et assurer le dépannage 24h/24h y compris les jours fériés et week-end.

1.12. NETTOYAGE

L'entrepreneur devra assurer le nettoyage de son chantier pendant toute la durée de son intervention sur l'emprise du terrain, route et accès, et laisser place nette après son départ. Il devra enlever les matériaux impropres, tels que les débris de débroussaillage, gros éléments refusés pour les remblais, reste de canalisations, terres et déblais en excédents, etc.

En outre, l'entrepreneur prendra toutes dispositions pour éviter de souiller les chaussées existantes et les chaussées de la voie publique à la sortie des camions. La chaussée éventuellement souillée sera nettoyée au fur et à mesure par l'entrepreneur à ses frais.

Son attention est attirée sur les termes de l'article 471 du Code Pénal, paragraphe 4, relatif au nettoyage des chaussées souillées par des camions.

Les services de voirie pourront être amenés à procéder à ces nettoyages. Les frais en résultant seront à la charge de l'entrepreneur qui supportera également les amendes qui pourraient être infligées.

En cas de détérioration de la voirie, celle-ci sera remise en état aux frais de l'entrepreneur et à cet égard il est demandé qu'un P.V. contradictoire de l'état des chaussées et trottoirs soit établi avec les services de la voirie, le maître d'ouvrage, l'entrepreneur et le maître d'œuvre, à la diligence de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra toute réfection éventuelle après travaux.

2. DESCRIPTION DES TRAVAUX

2.1. OBLIGATIONS DU CANDIDAT

Le candidat est tenu de demander et de signaler au Maître d'Œuvre, par écrit et dans les délais qui lui sont impartis avant la remise des offres, tous les éléments supplémentaires qu'il juge utiles afin d'optimiser son offre, ainsi que les discordances qui pourraient éventuellement exister entre les différentes pièces du dossier et les ouvrages à exécuter et qui seraient de nature compromettante à la parfaite réalisation de ses propres ouvrages.

Sachant qu'il est lié par un marché avec obligation de résultat, le titulaire pourra procéder à sa charge à toutes les investigations qu'il juge utiles afin d'optimiser le projet.

L'entrepreneur devra avoir contrôlé toutes les indications du dossier d'appel à la concurrence, notamment celles données par les plans, les dessins et le C.C.T.P. s'être assurés qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes.

L'entreprise doit livrer les ouvrages parfaitement terminés et suppléer par ses connaissances professionnelles aux détails qui peuvent être omis par le maître d'œuvre dans la prescription et qui sont nécessaires au parfait achèvement de l'ouvrage, suivant les règles en vigueur au moment de l'exécution de ses prestations.

2.2. ASCENSEUR

L'entreprise du présent lot aura à sa charge la mise en conformité de l'ascenseur existant, comprenant :

- Mise en œuvre de 2 flèches d'indications du sens de déplacement avec signal sonore de montée et de descente sur les paliers de l'ascenseur.
- Toutes sujétions de mise en œuvre sur ascenseur existant.

Localisation : suivant plans et visite sur place.

Bâtiment SZ

- Pour mise œuvre de flèches indication visuel et sonore sur ascenseur existant.

2.3. PLATEFORME ÉLÉVATRICE PMR

Fourniture et pose d'une plateforme élévatrices neuves de type STAIRISIER BC de chez STANNAH ou techniquement et esthétiquement équivalent.

Localisation : suivant plans et visite sur place.

Bâtiments 1 / 2 / 3 / 4

- Pour plateforme élévatrice d'accès aux cellule PMR au droit des escaliers.

2.3.1. RENSEIGNEMENT GÉNÉRAUX

- Usage : Plats-formes pour escalier droits accessibles aux handicapés.
- Nombre d'appareils : 4.
- Charge utile : 225 kg.
- Vitesse : $\pm 0,12$ m/s.
- Hauteur à monter : 0,80 m.
- Nombre de niveaux desservis : 2.
- Installation : Intérieur.

2.3.2. PLATEFORME

- Plateau : 750 x 900mm.
- Encombrement plateau replié : 410mm.
- Revêtement de sol antidérapant.
- Bras de sécurité automatisés.
- Accès latéral.
- Manœuvre : boutons poussoirs à pression constante sur la plateforme.
- 2 télécommande radio aux paliers.

2.3.3. SYSTÈME D'ENTRAÎNEMENT ET STRUCTURE

- Double rail en aluminium anodisé de 80mm.
- Poteau 60 x 60mm.
- Poteau à charge de l'entreprise compris toutes sujétions de fixation sur existant.

- Fixation rail sur poteaux.
- Démarrage et arrivée progressifs.
- Traction par système pignon-crémaillère.
- Moteur : 220V
- Moteurs bras de sécurité, rampe d'accès, pliage-dépliage plateau : 24V.

2.3.4.RACCORDEMENT ÉLECTRIQUE

L'alimentation électrique de chaque plate-forme sera amenée par l'électricien, en fonction des besoins à définir par l'entrepreneur adjudicataire du présent lot.

L'entrepreneur du présent lot devra toutes les installations électriques nécessaires à chaque installation à partir de ces alimentations.

2.3.5.LIAISONS ÉLECTRIQUES

Toutes les liaisons de puissance, de signalisation et de commande seront faites dans les conditions réglementaires, définies par le DTU et documents énoncés dans les généralités.

Chaque installation sera réalisée selon les schémas T.T de la norme NF C 15.100.

En particulier, les sections de câbles devront être choisies suivant la norme NF C 15.100.

Tous les câbles seront protégés mécaniquement dans les endroits accessibles.

Toutes les dispositions devront être prises en cas d'incendie survenant en gaine ou sur les câbles électriques pour interrompre le fonctionnement de la plate-forme élévatrice.

2.4. ESSAIS, MISE EN SERVICE, RÉCEPTION, GARANTIE, ENTRETIEN

Dès l'achèvement des travaux, il sera procédé à la vérification de la conformité des installations par rapport au cahier des charges et à la réglementation en vigueur. Les dispositifs de sécurité seront également testés.

Avant réception des travaux, l'entrepreneur du présent lot devra remettre un dossier comprenant :

- Le manuel d'instruction conformément à la Directive Ascenseur 98/16/CE, en 4 parties : documentation de base, documentation technique, instructions de maintenance, instructions d'utilisation.
- Le manuel d'instruction conformément à la Directive Machine 98/37/CE.
- Les schémas des installations électriques.
- La déclaration de conformité (certificat CE).

Le titulaire du présent lot devra réaliser les essais de ses installations, et les contrôles techniques type A - COPREC tels que publiés au Moniteur 82.51 bis.

La réception des installations sera prononcée si les essais ont donné satisfaction et si le rapport consignait les résultats ne fait apparaître aucune réserve. La mise en service de chaque appareil ne sera autorisée qu'après réception.

L'entreprise devra assurer la garantie totale des installations (matériel et main d'œuvre) pendant la première année de fonctionnement.

L'entretien de chaque appareil type "complet" sera assuré au titre du marché pendant 3 Mois à dater de la réception.

À prévoir.

2.5. NETTOYAGE - ÉVACUATION DES GRAVOIS - DÉCHETS ET MATÉRIAUX

Pendant toute la durée du chantier et à l'avancement des travaux quotidiens, l'entreprise aura à sa charge l'évacuation, le tri et le chargement de ses propres gravois, déchets, matériaux, papiers et emballages. Aucun feu ne sera autorisé sur le chantier.

Par ailleurs, chaque semaine l'entreprise devra effectuer un nettoyage de ses postes de travail, afin que le chantier reste propre en permanence. En cas de non-respect du nettoyage, évacuation des gravois, déchets et matériaux, une pénalité prévue au CCAP sera appliquée.

À prévoir.